



*Seul le texte prononcé fait foi
Check against delivery*

Traité sur le commerce des armes
Cycle de la 12^{ème} Conférence des États parties
Réunion préparatoire informelle
Genève, 27-28 mai 2026

Agenda item 2.a: Working Group on Effective Treaty Implementation (WGETI)
27.05.26, 10:00-13:00

Monsieur le Président,

Ma délégation vous remercie pour le projet de rapport que vous avez transmis aux délégations ainsi que pour les recommandations qu'il contient.

La Suisse réaffirme son attachement à la mise en œuvre effective du Traité, condition essentielle de sa crédibilité. Nous tenons à saluer la participation très active des délégations lors des réunions du groupe de travail de mars. Celles-ci ont une nouvelle fois démontré la valeur ajoutée du partage d'expériences concrètes entre États parties, et nous ne pouvons qu'encourager la poursuite de cette dynamique lors des sessions à venir.

Concernant le sous-groupe de travail sur les questions de mise en œuvre actuelles et émergentes, la Suisse réitère son attachement à ce que les sujets retenus soient abordés sous un angle avant tout technique et opérationnel, en lien direct avec la mise en œuvre des dispositions du Traité. Cela vaut en particulier pour le segment ad hoc, au sein duquel nous encourageons toutes les parties prenantes à proposer des questions ayant une valeur ajoutée pratique pour les États parties.

Nous saluons également les efforts visant à renforcer l'intégration de la coopération interinstitutionnelle au sein du Guide de base volontaire, qui demeure un pilier essentiel de tout système de contrôle national.

De manière générale, la Suisse soutient les recommandations proposées dans le projet de rapport en vue de leur soumission à la CEP12.

Je vous remercie, Monsieur le Président.



Agenda item 2.b: Working Group on Transparency and Reporting (WGTR)
27.05.26, 10:00-13:00

Madame la Présidente,

La Suisse vous remercie pour le projet de rapport que vous avez transmis aux délégations et les recommandations qu'il contient, ainsi que pour votre présentation de ce jour.

Comme nous avons eu l'occasion de le rappeler par le passé, les dispositions de l'Article 13 sont juridiquement contraignantes. La Suisse demeure par ailleurs convaincue que l'établissement de rapports constitue un pilier fondamental de la mise en œuvre du Traité et un instrument essentiel de transparence et de confiance entre États parties. Il est donc préoccupant de constater le niveau de conformité aux obligations découlant de l'article 13. Nous appelons tous les États parties à s'acquitter sans délai de leurs obligations et encourageons ceux qui font face à des difficultés à recourir aux mécanismes d'assistance disponibles.

Dans ce contexte, la Suisse salue les initiatives du Secrétariat visant à faciliter l'établissement des rapports nationaux ainsi que la création d'un groupe consultatif informel tel que proposé à l'annexe 1 du projet de rapport. Nous soutenons également la tenue de réunions régionales, infrarégionales et bilatérales pour renforcer l'échange d'informations sur le détournement.

De manière générale, la Suisse soutient les recommandations formulées dans le rapport en vue de leur soumission à la CEP12.

Je vous remercie de votre attention.



Agenda item 2.c: Working Group on Treaty Universalization (WGTU)
27.05.26, 10:00-13 :00

Madame la Co-Présidente, Monsieur le Co-Président,

La Suisse vous remercie pour le projet de rapport que vous avez transmis aux délégations et les recommandations qu'il contient, ainsi que pour votre présentation de ce jour.

La Suisse réaffirme son attachement profond à un système international fondé sur des règles communes. Le Traité sur le commerce des armes en est une expression fondamentale, et son universalisation reste une condition centrale en vue de renforcer encore son efficacité. Nous tenons donc à saluer les progrès réalisés depuis la CEP11 à cet égard, notamment l'adhésion du Vanuatu et de l'Équateur, ainsi que les déclarations d'intention exprimées par plusieurs États non Parties en vue d'une future adhésion au Traité.

Les discussions du WGTU ont toutefois rappelé que des régions entières demeurent sous-représentées, en particulier l'Asie-Pacifique, l'Afrique orientale ainsi que la région Indo-Pacifique, et que le processus de ratification nationale demeure complexe et nécessite un accompagnement durable. La Suisse partage ainsi le constat que les efforts d'universalisation doivent être davantage accompagné par un soutien à la mise en œuvre, au renforcement des capacités nationales et à des approches adaptées aux contextes régionaux.

À cet égard, la Suisse soutient l'importance accordée à la promotion des mécanismes d'assistance technique du TCA tels que le Voluntary Trust Fund et le Sponsorship Programme, qui constituent des instruments concrets pour accompagner les États vers l'adhésion au Traité. Nous estimons par ailleurs utile de poursuivre la réflexion sur le rôle futur du WGTU dans le cadre de l'élaboration de la stratégie quinquennale du TCA, afin de redynamiser les efforts collectifs en matière d'universalisation.

La Suisse soutient ainsi les recommandations formulées par les Co-Présidents en vue de leur soumission à la CEP12.

Je vous remercie de votre attention.



Agenda item 5: Update on the development of a draft five-year strategy for the ATT
28.05.26, 10:00-13:00

Madame la Présidente,

La Suisse remercie le Secrétariat pour la présentation du rapport de synthèse relatif à l'élaboration d'une stratégie quinquennale pour le TCA, qui reflète le travail considérable accompli dans le cadre de l'appel à propositions et des consultations en ligne de mars 2026.

La Suisse partage la conviction exprimée selon laquelle le Traité est entré dans une phase de maturité institutionnelle, où l'enjeu n'est plus de créer de nouvelles structures mais de s'assurer que les mécanismes existants produisent des résultats concrets et mesurables. À cet égard, ma délégation se félicite du large consensus qui s'est dégagé en faveur d'une stratégie concise, ancrée dans les mécanismes existants du TCA et évitant de créer de nouvelles charges pour les États parties, une orientation que nous partageons pleinement. Dans ce cadre, nous accueillons favorablement la matrice opérationnelle présentée en annexe du document de synthèse préparé par le Secrétariat, qui constitue un outil prometteur pour traduire les objectifs stratégiques en actions concrètes et faciliter un suivi des progrès réalisés à l'aide des indicateurs proposés.

Sur le fond, la Suisse apprécie la convergence marquée autour de priorités thématiques que nous considérons comme essentielles : le renforcement des systèmes nationaux de contrôle et des mesures de prévention du détournement, l'application systématique des critères d'évaluation des risques au titre des articles 6 et 7 ainsi que le développement de l'apprentissage collaboratif au sein du WGETI par le partage de bonnes pratiques et d'études de cas.

S'agissant du suivi, la Suisse soutient l'approche proposée s'appuyant sur les mécanismes de rapport existants avec une évaluation à mi-parcours et en fin de cycle.

Ma délégation se réjouit de la prochaine phase du processus d'élaboration, en vue de la soumission du projet à la CEP12 et de son adoption lors de la CEP13.

Je vous remercie de votre attention.



Agenda item 7: Status of ATT finances
28.05.26, 13:00-18:00

Madame la Présidente,

La situation financière du TCA continue d'être un sujet de profonde préoccupation. Le déficit accumulé année après année reste à un niveau dangereux, se montant à près d'un demi-million de dollars, comme la directrice du Secrétariat vient de l'illustrer dans sa présentation. Une pénurie de liquidités se matérialisera à terme si la tendance n'est pas durablement inversée. Dans une telle éventualité, et comme nous l'avons déjà souligné à plusieurs reprises, le Secrétariat du TCA devrait être préservé en priorité.

Nous sommes contraints de rappeler une fois de plus que les contributions ne sont pas facultatives, mais qu'elles constituent une obligation juridiquement contraignante en vertu du Traité. Nous continuons d'encourager la Présidence et le Secrétariat à approcher tout particulièrement les États qui ont des arriérés importants et dus de longue date afin de s'enquérir de leurs difficultés et d'y trouver des solutions adéquates, s'appuyant notamment sur les outils développés à cet effet par les CEP passées.

Pour sa part, la Suisse s'efforce de soutenir au mieux le bon fonctionnement du Traité. En tant qu'État hôte, la Suisse a fourni une contribution spécifique en nature au Secrétariat du TCA depuis sa création à Genève.

Je vous remercie de votre attention.